

Les riches s'appauvrissent-ils ?

Jean-Marie Harribey

16 mars 2009

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2009/03/16/les-riches-s-appauvrissent-ils>

Ce pourrait être une bonne nouvelle, mais il faut se méfier. Le magazine *Forbes*, qui établit chaque année le palmarès des fortunes dans le monde, vient de faire savoir (11 mars 2009) qu'il y aurait 30 % de milliardaires en moins à cause de la crise financière et que leurs avoirs auraient perdu entre 23 et 45 % de leur valeur (informations données par les éditions du *Monde* du 13 mars 2009 et du 14 mars 2009). On pourrait persifler sur le doublement de l'évaluation de la perte en 24 heures, mais une chose est sûre : la perte est une fiction qu'on devine en filigrane.

En effet, les pertes estimées ne sont que l'enregistrement des variations erratiques des cours boursiers au jour le jour, mais ne se traduisent par aucun appauvrissement si les titres financiers n'ont pas été vendus, sans parler des dividendes que continuent de recevoir leurs propriétaires, que le cours boursier varie ou pas.

Se confirme donc ce que nous répétons depuis toujours : à la Bourse ne se crée ni ne disparaît aucune valeur globale. Si, à un instant donné, certains s'enrichissent, c'est que d'autres ont perdu le pari inverse. Si tous s'enrichissent pendant une durée longue, c'est que le capital a accru son emprise sur le travail (voir « L'écran de fumée » <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/fumee.pdf> ; et « De la théorie à la pratique » (<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/theorie-pratique.pdf>).

La conclusion est qu'il ne faut surtout pas relâcher la pression sur la finance, au moment même où les paradis fiscaux vacillent (voir « Enquête exclusive : la présence des entreprises du CAC 40 dans les paradis fiscaux », http://www.alternatives-economiques.fr/paradis-fiscaux---le-cac40-et-les-paradis-fiscaux_fr_art_633_42326.html)

Annexe, 19 mars 2009

Pauvres statistiques sur la richesse !

L'INSEE a publié le 17 mars 2009 une étude sur le patrimoine des Français : il aurait baissé de 3 % en 2008 à cause de la chute des cours boursiers et des prix de l'immobilier. Toutefois, nous dit l'INSEE, il a décuplé entre 1978 et 2007 et représentait 4 à 4,5 fois le PIB annuel durant les années 1980 et 1990, pour atteindre 6,6 fois le PIB en 2007.

Certes, l'INSEE prend la précaution de préciser que « cette valeur inclut les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégories d'actifs » et que, en termes réels, le patrimoine national a simplement doublé en trente ans.

Mais il n'est pas un seul commentateur pour expliquer que la quantité d'immeubles et de terrains ne varie pas quotidiennement en fonction de leur prix. Et donc que les Français ne sont ni plus ni moins « riches » avant ou après le krach. Personne non plus pour relever que les autres actifs, financiers ceux-là, ne sont que du capital fictif tant qu'ils ne sont pas liquidés.

Cette manière de comptabiliser la richesse en fonction des valeurs de marché est symptomatique du capitalisme, de sa financiarisation et finalement de sa crise. Elle est la décalque de l'introduction des nouvelles normes comptables dans les grandes entreprises et les banques.

Autrement dit, établir une statistique de la richesse nationale (considérée sous l'angle du patrimoine, c'est-à-dire d'un stock accumulé) sur la base d'une fiction est le comble de l'absurdité : si tous les ménages voulaient liquider en même temps leurs immeubles, leurs terrains, leurs actions..., si toutes les entreprises et les administrations voulaient faire de même, que vaudrait tout cela sur le marché ?

Il est devenu fréquent de critiquer l'indicateur de la richesse considérée sous l'angle du flux annuel du PIB, mais au moins la variation annuelle du PIB est mesurée en volume. Ici, le volume réel est remis au second plan pour mettre en pleine lumière une pure fiction. D'ailleurs, dans la citation ci-dessus, c'est l'utilisation du mot « latentes » dans « plus ou moins-values latentes » qui constitue l'aveu de la vacuité de la mesure. Nous sommes toujours dans le problème plusieurs fois analysés sur ce blog : la théorie économique dominante vaut zéro pour comprendre ce qu'est richesse et c'est la crise financière qui nous le démontre.

¹ On pourrait certes objecter que les produits pour emploi final propre sont évalués à hauteur de ce que dit le marché : par exemple, les services de logement produits et auto-consommés par les propriétaires sont évalués d'après le loyer d'un logement équivalent sur le marché. Mais cela ne représente qu'une faible part du PIB.